

Le fiasco de Seattle n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein - encore un effort, camarades !

mardi 1er janvier 2019, par [KRIVINE Alain](#), [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 8 décembre 1999).

Le fiasco de Seattle n'est pas le fruit du hasard. C'est le résultat du ras-le-bol croissant face à la dictature. Encore un effort, camarades !

Echec cuisant à Seattle pour la dictature marchande ; succès patent pour les mouvements sociaux et citoyens. Nous n'avions pas rêvé mieux ! L'OMC avait fait du cycle du Millénaire un test et un symbole de sa toute-puissance. Son rêve a tourné au cauchemar. Désarçonnés, les apôtres du néolibéralisme tentent de minimiser la portée de l'événement ; il ne s'agirait que d'un banal accroc, comme en connaît chaque négociation commerciale. Mais le croire, c'est se voiler la face, tant les contradictions intimes de la mondialisation capitaliste émergent aujourd'hui au grand jour.

Le fiasco de Seattle n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il sanctionne une évolution profonde des consciences collectives l'emprise idéologique du dogme néolibéral est contestée dans un nombre croissant de pays (en France, disons depuis la grève de décembre 1995) , ainsi que l'acuité des conflits qui opposent les trois pôles de la triade impérialiste : Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon. Dans ce contexte, les pays du Sud ont pu eux aussi donner efficacement de la voix. Les années 1997-1998 constituent bien un tournant avec la succession de crises financières, le déclin de l'autorité du FMI précipité par la chute de Suharto en Indonésie et les scandales mafieux en Russie, l'abandon du projet d'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) négocié au sein de l'OCDE, l'échec du sommet économique Asie-Pacifique de novembre 1998, la révolte d'Etats brésiliens face à la dette« Divergences au sommet, mobilisations à la base : voilà une combinaison dangereuse pour l'ordre établi, et une véritable occasion à saisir par les mouvements populaires. Avant Seattle, près de 1500 organisations non gouvernementales, associatives, syndicales ou politiques exigeaient ensemble un moratoire sur le cycle du Millénaire et un bilan des accords de Marrakech ; elles refusaient que l'OMC soit dotée de nouveaux pouvoirs. Le moratoire s'impose aujourd'hui dans les faits ; il faut en profiter pour pousser l'offensive. En commençant par renforcer les solidarités nouvelles qui se sont tissées ces dernières années. L'ordre marchand veut imposer sa loi en tous domaines ; ce qui fonde la convergence des résistances engagées sur chaque terrain, social, culturel, écologique, féministe, démocratique » Les mêmes institutions de la mondialisation capitaliste dictent partout les mêmes politiques néolibérales ; ce qui fonde le développement d'un nouvel internationalisme.

Nous parlons bien d'internationalisme, pas d'un alignement sur un bloc étatique. L'« Europe puissance » chère à nos gouvernants est aux antipodes de cette Europe solidaire que nous voulons contribuer à construire. Comme le mandat de l'Union européenne pour le cycle du Millénaire était aux antipodes de l'exigence démocratique du moratoire que portaient les mouvements sociaux et citoyens manifestant dans les rues de Seattle ou de Paris : l'« agenda large » défendu par la délégation européenne (et singulièrement par le gouvernement français) visait à doter sans attendre l'OMC de pouvoirs accrus y compris, après l'échec de l'AMI, en matière d'investissements et à

imposer aux Etats-Unis une négociation globale entre Grands. Bien plus que les paysanneries d'ici ou d'ailleurs, ce sont les intérêts de la grosse agro-industrie d'exportation que l'Europe a défendus face à Washington et au groupe de Cairns. La France et les Quinze ont eux aussi leurs multinationales prédatrices qui convoitent les marchés mondiaux tels Vivendi ou Suez-Lyonnaise dans l'environnement, un secteur précisément que l'UE voulait intégrer à l'ordre du jour de Seattle !

Les dirigeants européens enrobent leurs discours de considérants sociaux ou environnementaux. Mais cela ne saurait cacher l'essentiel. Réclamer des clauses restrictives sur le respect de la diversité culturelle et du principe de précaution, ou un dialogue avec l'OIT, c'est signifier que le libre-échange doit demeurer la règle et les dérogations l'exception. C'est assurer la poursuite du processus de libéralisation économique et de dépossession démocratique. L'OMC a été spécifiquement créée pour promouvoir cet objectif ; il est inscrit dans sa conception, sa Constitution, son fonctionnement. Afin de mieux imposer les politiques néolibérales, l'Organisation doit leur donner forme et force de loi. Elle définit, contre les peuples, un droit fondé sur la prééminence des rapports marchands. Elle ne peut pas être transformée en une institution progressiste. Elle doit être placée sous contrôle social et citoyen, subordonnée, puis remplacée. Le monde n'est pas une marchandise. Il ne saurait être régi par l'OMC, les multinationales, le capital.

Le dogme néolibéral triomphait quand l'OMC a été créée, voilà cinq ans. Que de chemin parcouru depuis ! Le colosse de la mondialisation capitaliste reste certes redoutable, mais il laisse entrevoir ses talons d'Achille. Les mobilisations contestataires de Seattle ont mis en accusation la dictature des marchés, l'illégitimité démocratique de l'ordre marchand. Plus important encore, elles représentent un immense encouragement à la poursuite du combat international, pour une autre société.

Alain Krivine, Pierre Rousset

Alain Krivine est député européen (Ligue communiste révolutionnaire [LCR]) ; Pierre Rousset est membre de la commission écologie de la LCR.

P.-S.

• « Le fiasco de Seattle n'est pas le fruit du hasard. C'est le résultat du ras-le-bol croissant face à la dictature. Encore un effort, camarades ! ». Libération, 8 décembre 1999 à 02:07 : https://www.liberation.fr/tribune/1999/12/08/le-fiasco-de-seattle-n-est-pas-le-fruit-du-hasard-c-est-le-r esultat-du-ras-le-bol-croissant-face-a-l_291537